



Les espaces maritimes en Terminale : comprendre les rivalités

Révisé les espaces maritimes en Terminale avec une leçon claire, des exercices progressifs corrigés et un PDF à imprimer.

histoire-géographie lycée

Terminale

Les espaces maritimes regroupent les mers, les océans, les littoraux et les fonds marins utilisés, contrôlés ou disputés par les sociétés et les États. Ils sont stratégiques pour le commerce mondial, l'accès aux ressources, les communications numériques, la souveraineté et la protection de l'environnement.

Un navire reliant l'Asie orientale à l'Europe peut franchir le détroit de Malacca, le canal de Suez puis le détroit de Gibraltar. Ces passages montrent que les mers et les océans sont des espaces parcourus, surveillés et parfois disputés. En Terminale, tu dois savoir expliquer pourquoi les routes maritimes, les ressources sous-marines et le droit de la mer renforcent la puissance de certains États tout en créant des rivalités.

Définition : que sont les espaces maritimes ?

Les espaces maritimes regroupent les mers et océans, les littoraux, les détroits, les fonds marins et les zones placées sous juridiction des États. Ils ne sont pas vides : les sociétés y font circuler des marchandises et des données, y pêchent, y exploitent des ressources, y installent des infrastructures et y déploient des forces navales. Une définition à mémoriser : un espace maritime est un espace marin utilisé, aménagé, contrôlé ou disputé par des acteurs. Dans le chapitre « Les espaces maritimes, une approche géostratégique », il faut donc relier usages économiques, souveraineté des États, rivalités géopolitiques et protection des milieux.

Un espace naturel devenu stratégique

L'océan est d'abord un milieu vivant, mais il est aussi une voie de circulation, une réserve de ressources et un espace de puissance. La territorialisation consiste à découper juridiquement la mer autour des côtes. L'appropriation désigne la volonté de tirer profit d'une zone, par exemple grâce à la pêche ou aux hydrocarbures. La militarisation correspond au déploiement de marines, de bases et de moyens de surveillance. Ces trois dynamiques peuvent se combiner : un État cherche à sécuriser une ressource, affirme ses droits et protège les routes qu'il juge essentielles.

Les espaces maritimes, approches géostratégiques - A. Miossec · APHG

Zones maritimes et droit de la mer

La Convention des Nations unies sur le droit de la mer, souvent appelée convention de Montego Bay, fixe le cadre principal du droit international de la mer. Elle organise les droits des États depuis leurs lignes de base. Dans la mer territoriale, l'État côtier exerce sa souveraineté, sous réserve du passage inoffensif des navires étrangers. Dans la zone économique exclusive, ou ZEE, il ne possède pas entièrement l'espace : il dispose surtout de droits d'exploration, d'exploitation et de gestion des ressources. Au-delà, la haute mer repose sur des libertés partagées, notamment la navigation. Les tensions apparaissent lorsque des ZEE se chevauchent ou quand des États contestent la souveraineté sur des îlots.

Lire un tableau de délimitations maritimes

Zone	Distance maximale depuis les lignes de base	Droits de l'État côtier	Exemple d'usage
Eaux intérieures	En deçà des lignes de base	Souveraineté complète	Gestion d'un port
Mer territoriale	12 milles marins	Souveraineté sur l'eau, le fond et l'espace aérien	Police maritime
Zone contiguë	24 milles marins	Contrôles douaniers, fiscaux, sanitaires et migratoires	Lutte contre la fraude

Zone	Distance maximale depuis les lignes de base	Droits de l'État côtier	Exemple d'usage
Haute mer	Au-delà des zones nationales	Aucun droit exclusif d'un État côtier	Navigation internationale

- **Lignes de base** point de départ du calcul
- **Mer territoriale** jusqu'à 12 milles marins, souveraineté de l'État côtier
- **Zone contiguë** jusqu'à 24 milles marins, contrôles spécifiques
- **ZEE** jusqu'à 200 milles marins, droits d'exploitation
- **Haute mer** au-delà, libertés encadrées par le droit international

Schéma des principales zones maritimes définies par le droit de la mer

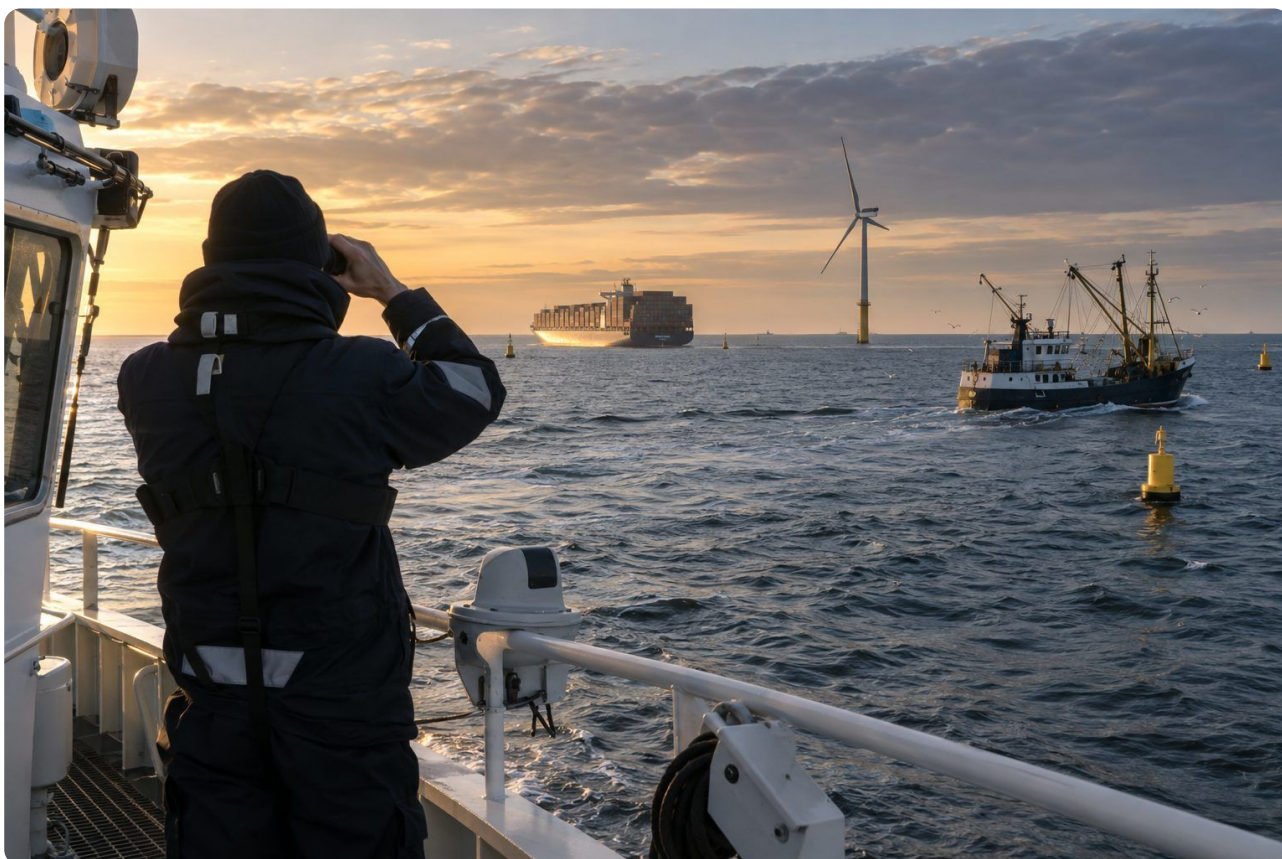
Des routes maritimes au cœur de la mondialisation

Les routes maritimes relient les grands foyers de production, de consommation et de transformation. Elles s'appuient sur des façades maritimes équipées de ports, de terminaux et de zones logistiques. Les flux sont particulièrement denses entre l'Asie orientale, l'Europe et l'Amérique du Nord. Certains passages concentrent les risques : le détroit de Malacca relie l'océan Indien aux mers d'Asie orientale ; le canal de Suez raccourcit la liaison entre l'Europe et l'Asie ; le détroit d'Ormuz commande l'accès au golfe Persique ; le canal de Panama évite le contournement de l'Amérique du Sud. Leur fermeture, leur encombrement ou une crise régionale peuvent obliger les navires à effectuer de longs détours. Enfin, les câbles sous-marins transportent l'essentiel des communications numériques intercontinentales : la mer fait donc circuler des marchandises, mais aussi des informations stratégiques.

Identifier un point de passage stratégique

1. **Localiser le passage** : nommez le détroit ou le canal et les espaces qu'il relie.

2. **Identifier les flux** : précisez s'il s'agit de marchandises, d'hydrocarbures, de conteneurs ou de données transportées par câbles.
3. **Repérer les acteurs** : États riverains, grandes puissances navales, armateurs, autorités portuaires et organisations internationales.
4. **Expliquer les risques** : blocage, conflit, piraterie, accident, congestion ou pression sur l'environnement.



Ressources, rivalités et protection des espaces maritimes

Les espaces maritimes concentrent des ressources vivantes, comme les poissons, et des ressources énergétiques ou minérales, comme les hydrocarbures offshore, l'éolien en mer et les minerais des fonds marins. Elles ne sont ni uniformément réparties ni inépuisables. La concurrence pour leur contrôle nourrit des litiges sur les limites de ZEE, les îlots et les droits de pêche. En mer de Chine méridionale, des revendications concurrentes se superposent et s'accompagnent d'une forte présence militaire. La sécurité des routes et la liberté de navigation s'opposent alors parfois aux ambitions

territoriales. La protection de la biodiversité marine exige cependant des coopérations : lutte contre la surpêche, réduction des pollutions et aires protégées. L'aménagement maritime cherche précisément à arbitrer entre pêche, transport, énergie, défense et protection des écosystèmes.

La France : une puissance maritime mondiale

Grâce à la métropole et surtout à ses territoires ultramarins, la France est présente dans plusieurs bassins océaniques. Cette présence donne accès à de vastes ZEE, mais elle crée aussi des obligations concrètes : surveiller des zones éloignées, défendre la souveraineté, encadrer la pêche, soutenir la recherche et protéger les milieux. Les délimitations sont des tracés juridiques précis, fondés sur les lignes de base et les limites de mer territoriale, de zone contiguë et de ZEE. Les services de l'État publient notamment des travaux pour les îles Éparses, Kerguelen et Wallis-et-Futuna. Le plateau continental peut aussi faire l'objet d'une extension au-delà de la ZEE, pour les droits portant sur le sous-sol.

À retenir pour une étude de document

À retenir

Les espaces maritimes sont simultanément des espaces de circulation, de ressources, de souveraineté et de protection. Dans une réponse organisée, vous pouvez écrire : « Les routes maritimes structurent les échanges à l'échelle mondiale. » « La ZEE donne à l'État côtier des droits économiques, sans lui accorder une souveraineté totale. » « Les rivalités maritimes révèlent la concurrence entre puissance, accès aux ressources et liberté de navigation. » Point de vigilance : ne confondez jamais ZEE et territoire national.

Retrouve dans chaque étude de document les trois idées essentielles : les espaces maritimes concentrent les flux, ils donnent accès à des ressources et ils font l'objet de rivalités. Repère ensuite l'échelle concernée, du détroit local à la haute mer, puis utilise un vocabulaire précis : ZEE, façade maritime, point de passage stratégique et souveraineté.

On vous répond

Quelle est la définition des espaces maritimes ?

Les espaces maritimes désignent les mers, océans, littoraux, détroits et fonds marins utilisés ou contrôlés par les sociétés et les États. Ils comprennent des zones nationales, comme la mer territoriale et la ZEE, ainsi que la haute mer. Ils sont au cœur d'enjeux économiques, stratégiques et environnementaux.

Qui régle les espaces maritimes ?

Les États côtiers régulent les espaces proches de leurs rivages, selon les droits prévus par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Les organisations internationales participent à l'élaboration de règles communes. En haute mer, aucun État ne peut exercer seul une souveraineté complète.

Quels sont les principaux espaces maritimes ?

On distingue les eaux intérieures, la mer territoriale, la zone contiguë, la zone économique exclusive et la haute mer. Les littoraux, les détroits, les canaux, les façades portuaires et les fonds marins sont aussi des espaces maritimes importants, car ils concentrent activités, flux et rivalités.

Quelle place les espaces maritimes occupent-ils dans la mondialisation ?

Les espaces maritimes sont les grandes voies de circulation de la mondialisation. Ils relient les façades portuaires, permettent l'acheminement de marchandises et accueillent des câbles sous-marins pour les communications numériques. Les détroits et canaux deviennent stratégiques car leur blocage désorganise les échanges entre les grandes régions du monde.

Quels sont les enjeux des espaces maritimes ?

Les enjeux portent sur l'accès aux ressources, la sécurité des routes, le contrôle des ZEE, la puissance militaire et la protection de la biodiversité. Les États doivent concilier exploitation économique et préservation des océans. Les désaccords sur les frontières maritimes ou les îlots peuvent produire des tensions durables.

Quel est le rôle des espaces maritimes ?

Les espaces maritimes permettent de transporter, produire, communiquer, nourrir et protéger. Ils servent aux échanges commerciaux, à la pêche, à l'exploitation énergétique, aux communications numériques et à la défense. Ils jouent également un rôle écologique majeur : les États doivent limiter les pollutions et préserver les milieux marins.

Exercices d'application

Exercice 1 — Délimiter les espaces maritimes

Il précise que l'État côtier dispose d'une souveraineté complète dans la mer territoriale, alors que la ZEE lui attribue des droits économiques sur les ressources.

Consigne — À partir du document, rédigez une réponse organisée distinguant mer territoriale, zone contiguë et ZEE. Votre réponse doit préciser, pour chaque espace, la nature des droits exercés par l'État côtier. Terminez par une phrase expliquant pourquoi la ZEE ne doit pas être confondue avec le territoire national.

Exercice 2 — Analyser un point de passage stratégique

Document	Donnée utile
Passage	Le canal de Suez raccourcit la liaison entre l'Europe et l'Asie.
Flux concernés	Les routes maritimes assurent la circulation de marchandises et de conteneurs entre les grands foyers de production et de consommation.
Acteurs	Les États riverains, les armateurs, les autorités portuaires et les puissances navales peuvent intervenir.
Risques	Une fermeture, un encombrement ou une crise régionale peut obliger les navires à effectuer de longs détours.

Consigne — Montrez que le canal de Suez est un point de passage stratégique. Rédigez un paragraphe qui le localise à l'échelle des échanges entre l'Europe et l'Asie, identifie les flux et les acteurs concernés, puis explique les conséquences possibles d'un blocage. Utilisez les expressions « route maritime », « flux » et « point de passage stratégique ».

Exercice 3 — Mettre en relation ressources et rivalités

Document — Les espaces maritimes concentrent des ressources vivantes, des hydrocarbures offshore, de l'éolien en mer et des minerais des fonds marins. En mer de Chine méridionale, des revendications concurrentes se superposent et s'accompagnent d'une forte présence militaire. La protection de la biodiversité marine exige en parallèle des coopérations contre la surpêche et les pollutions.

Consigne — À partir du document, construisez une réponse de développement. Expliquez d'abord pourquoi les ressources maritimes suscitent des rivalités entre États. Montrez ensuite que la mer de Chine méridionale associe revendications territoriales et militarisation. Concluez en présentant une limite à la seule logique de puissance : la nécessité de protéger les écosystèmes marins.

Correction

Correction de l'exercice 1

La mer territoriale s'étend jusqu'à 12 milles marins depuis les lignes de base. L'État côtier y exerce sa souveraineté sur l'eau, le fond marin et l'espace aérien, même si les navires étrangers disposent d'un droit de passage inoffensif. La zone contiguë s'étend jusqu'à 24 milles marins : l'État y réalise notamment des contrôles douaniers, fiscaux, sanitaires et migratoires. Elle n'est donc pas un territoire national, car l'État n'y dispose pas d'une souveraineté complète.

Correction de l'exercice 2

Le canal de Suez est un point de passage stratégique car il raccourcit la route maritime entre l'Europe et l'Asie. Il participe ainsi à la circulation de marchandises et de conteneurs entre de grands foyers de production et de consommation. Les armateurs, les autorités portuaires, les États riverains et les puissances navales ont intérêt à son bon fonctionnement. Son blocage, son encombrement ou une crise régionale peut perturber les flux et imposer de longs détours aux navires. Ce passage concentre donc à la fois les échanges, les intérêts économiques et les risques géopolitiques.

Correction de l'exercice 3

Les ressources maritimes suscitent des rivalités parce qu'elles sont inégalement réparties et qu'elles peuvent être exploitées dans les ZEE. La pêche, les hydrocarbures offshore, l'éolien en mer et les minerais des fonds marins renforcent l'intérêt des États pour le contrôle de certains espaces. En mer de Chine méridionale, des revendications concurrentes se superposent ; elles sont liées aux îlots, aux limites maritimes et à l'accès aux ressources. La présence militaire traduit cette concurrence pour la souveraineté et la liberté de navigation. Toutefois, les États doivent aussi coopérer pour lutter contre la surpêche, les pollutions et l'érosion de la biodiversité marine.

[Continue sur hglycee.fr](https://hglycee.fr)

Hglycee - Document pédagogique